

DÉVELOPPEMENT DU FINANCEMENT DES MICRO ET PETITES ENTREPRISES EN ALGÉRIE



Par Gregory Rung, spécialiste du secteur financier, SFI

L'accès des entrepreneurs aux services financiers est une problématique fondamentale : en effet, si les micro et petites entreprises (MPE) ne peuvent disposer de comptes courants, de chèquiers ou encore de prêts, elles sont nécessairement freinées dans leurs opérations courantes et, donc, dans leur développement. Compte tenu de l'importance de ce sujet, la Société Financière Internationale (SFI) a entrepris au cours de l'été 2006 une étude auprès de 500 MPE représentatives du tissu algérien d'entreprises et réparties dans les régions d'Alger, Tizi-Ouzou, Bejaia et Oran.

En premier lieu, il ressort de ce sondage que les MPE algériennes bénéficient d'un accès, relativement bon, aux services bancaires de base puisque plus des deux tiers ont un compte courant et un chéquier. En revanche, plus de 80% d'entre elles considèrent qu'il est difficile, voire impossible, d'obtenir un prêt bancaire. Cela est attribué par les entrepreneurs au fait qu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire les demandes de garantie des banques (30%), qu'il existe des procédures et des contraintes administratives importantes (27%) et qu'il n'est pas aisé d'accéder aux banques et à « quelqu'un que l'on connaît » à l'intérieur de celles-ci.

Au total, si 30% des entreprises n'ont jamais fait de demande de financement parce qu'elles n'en éprouvent pas le besoin, environ 30% ne l'ont pas fait à

cause de ces contraintes. Parmi les 40% de MPE restantes qui ont effectué cette démarche, seule la moitié (soit donc environ 20% du total des MPE) a obtenu un prêt d'une institution financière. Le montant moyen est de 4 millions de dinars. En parallèle, 50% des MPE interrogées ont obtenu des prêts de sources informelles (la famille ou des amis). Ces crédits qui sont généralement de montants beaucoup plus faibles (moins de 500 000 dinars), ne portent pas d'intérêt et sont remboursés sur environ 6 mois.

A l'avenir, les trois quart des entrepreneurs ont déclaré être intéressés par un accès accru aux financements, ce qui représente un potentiel de demandes important si l'on considère qu'il y a environ 342 000 MPE officiellement enregistrées en Algérie. Il semble donc que l'offre de financement soit insuffisante. L'essentiel des crédits octroyés par les banques se

concentre sur les grandes entreprises et l'achat de voitures par les particuliers. Même si plusieurs programmes publics (ANSEJ, ANGEM et CNAC) ciblent les jeunes et la création d'entreprises et bien qu'il y ait quelques associations de micro finance comme Touiza, cela ne suffit pas à satisfaire la demande, tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

Il découle de cette analyse qu'il existe une opportunité pour les banques de fournir des services financiers aux MPE. Dans d'autres pays émergents, des banques se sont engagées dans cette voie et, à condition d'utiliser les bonnes méthodologies, ont pu développer une activité profitable en même temps qu'utile pour l'économie locale. Il existe également une opportunité de développer des institutions de micro finance qui s'adresseraient aux plus petits entrepreneurs, comme cela peut être le cas dans de nombreux pays, comme



Plus de 80% des MPE considèrent qu'il est difficile, d'obtenir un prêt bancaire